

<https://ricochets.cc/Retraites-etc-les-tyrans-veulent-continuer-a-danser-sur-nos-cadavres-et-nous-on-veut-quoi.html>



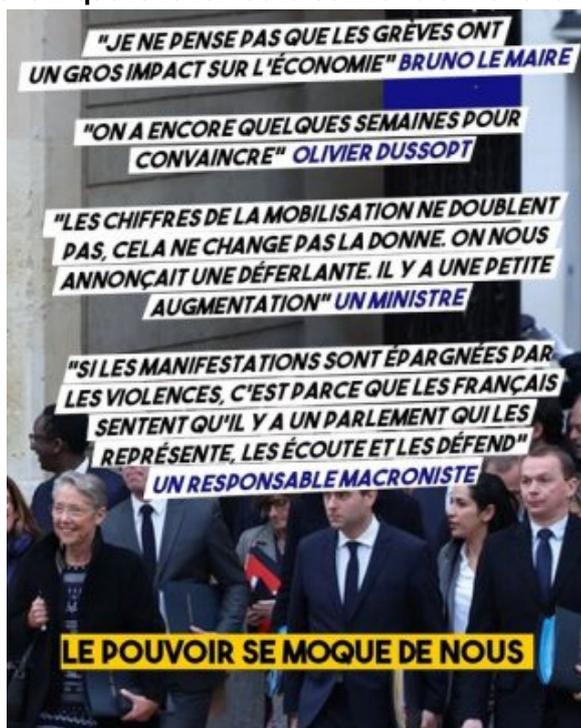
Retraites etc. : les tyrans veulent continuer à danser sur nos cadavres, et nous on veut quoi ?

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 6 février 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'attitude méprisante du régime macroniste et ses manoeuvres confirment la nécessité de lancer un vrai rapport de force et de viser plus loin que le retrait de la contre-réforme retraites.



Retraites etc. : les tyrans veulent continuer à danser sur nos cadavres, et nous on veut quoi ?

MOBILISATION POUR LES RETRAITES : LE GOUVERNEMENT RICANE

2 millions de personnes dans la rue le 19 janvier. Presque 3 millions le 31 janvier. Les plus grosses mobilisations depuis 30 ans en France. On aurait pu s'attendre à une légère inflexion du gouvernement sur les retraites, ou au moins qu'il fasse semblant de respecter la contestation. Mais non. Comme il s'agit de « journées » canalisées, bien gentilles, qui ne débordent pas du cadre, le clan macroniste ricane ouvertement. Ces citations ont réellement été prononcées ces derniers jours (attention, c'est énervant) :

4 « Je ne pense pas que les grèves ont un gros impact sur l'économie. » Bruno Le Maire au sommet de Davos. Le ministre de l'économie, lors d'un sommet d'ultra-riches en Suisse, a tout simplement nargué les grévistes. Traduction : continuez à perdre des jours de salaires une fois de temps en temps, on s'en fout.

4 « On a encore quelques semaines pour convaincre », selon Olivier Dussopt. Le ministre du travail se moque d'une opposition ultra-majoritaire à sa réforme des retraites. Tant qu'il n'y a pas de feu en bas de chez lui, il va continuer à parler de « dialogue » et de « pédagogie » comme si de rien n'était.

4 « Les chiffres de la mobilisation ne doublent pas, cela ne change pas la donne » a déclaré un ministre au Parisien au lendemain du 31 janvier. « On nous annonçait une déferlante. Il y a une petite augmentation, mais c'est presque un statu quo ». 2,8 millions de personnes dans la rue, l'une des plus grosses manif de l'histoire française et européenne : un détail.

Ce n'est pas le nombre qui compte

4 « Si les manifestations, contrairement à ces dernières années, sont en bonne part épargnées par les violences, c'est peut-être bien parce que les Français sentent qu'il y a à Paris un Parlement qui les représente, les écoute et les défend ». C'est l'apothéose : cette phrase d'un « poids lourd » du gouvernement, rapporté par Le Parisien. Traduction : « on considère vos manifestations bien sages comme une preuve qu'on peut faire ce qu'on veut ». Autrement dit ce ministre appelle à l'insurrection.

Face à Macron, ce n'est pas le nombre qui compte. Nous pouvons être 10 millions à nous promener une fois par semaine jusqu'en avril sans résultat. Face à un gouvernement de combat qui écrase tout sur son passage, seul le rapport de force importe. Enrageons-nous.



Retraites etc. : les tyrans veulent continuer à danser sur nos cadavres, et nous on veut quoi ?

FACE AUX GRÈVES MASSIVES LE GOUVERNEMENT MENACE... LE DROIT DE GRÈVE

9 salarié-es sur 10 sont opposé-es au projet de casse des retraites. Des millions de personnes se sont mises en grève et sont descendues dans la rue. Dans les sondages plus de 2 Français-es sur 3 souhaitent que les grévistes bloquent le pays pour faire plier le gouvernement. Que fait le gouvernement ? Il veut s'attaquer au droit de grève.

Le ministre des transports Clément Beaune a déroulé à la télévision plusieurs « pistes » pour démembrer le droit de grève, qui est inscrit comme droit fondamental dans la Constitution. Trois idées lumineuses du macronisme :

i « Il faut regarder sérieusement la question des mobilisations au sein des entreprises publiques, il y a des volontaires qui peuvent remplacer, rendre service comme conducteurs, chefs de bord ». Cette pratique est utilisée depuis le 19e siècle par le patronat pour casser les grèves. Recruter des non-grévistes pour remplacer les grévistes, et ainsi rendre la grève inopérante. Et désespérer ceux qui la font. Autrefois, on appelait cela des « jaunes », des traîtres qui travaillent à la place de leurs collègues et contre les intérêts de leur profession. Beaune veut généraliser cette pratique dans les transports, sans doute avec une petite prime pour les briseurs de grève.

j « Il y a la question des délais. Aujourd'hui il y a un délai de 48h, on peut regarder si ces délais ne peuvent pas être

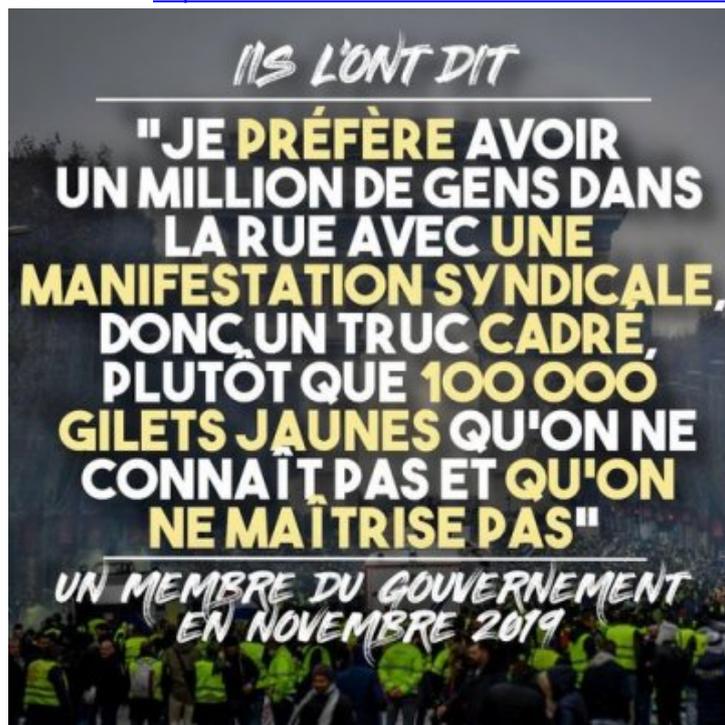
aménagés ». C'est donc un encadrement supplémentaire du droit de grève. Une première attaque avait été organisée par Nicolas Sarkozy, le président réactionnaire et mafieux. En 2007, il faisait passer une loi sur « le dialogue social et la continuité du service public ». Les salariés du transport étaient obligés de se déclarer en grève 48h à l'avance. C'était un sérieux recul du droit, puisque le but de la grève est de perturber l'économie, et que prévenir deux jours à l'avance permet aux entreprises de prendre des mesures pour limiter l'impact de la grève. Et avec Beaune, ce sera combien ? Trois jours à l'avance ? Une semaine ? Cela veut dire que des journées de lutte rapprochées ne sont plus possible, car il faudrait prévenir longtemps en amont ?

« ... et puis on peut aussi imaginer par le dialogue social avoir des périodes qui sont préservées ». Donc empêcher purement et simplement la grève pendant certaines périodes, notamment les vacances. On a compris, l'idée est de supprimer l'impact d'une grève, de la rendre invisible. Des mobilisations qui ne dérangent plus personne et permettent aux gouvernants de faire absolument ce qu'ils veulent, sans contre-pouvoirs.

Le régime Macron voudraient prendre des mesures similaires aux néofascistes italiens et à Thatcher

Ces idées ne sont pas nouvelles. Ce sont celles des néolibéraux autoritaires et de l'extrême droite. Les néofascistes italiens prennent des mesures similaires actuellement, comme le gouvernement de Thatcher en Angleterre dans les années 1980. Macron veut nous rendre totalement impuissant-es et faire disparaître tous les moyens de contestation qui dérangent, même un peu. Opposons-lui un blocage du pays.

- ▶ La déclaration de Beaune sur BFM : <https://twitter.com/i/status/1621499899463221250>



Retraites etc. : les tyrans veulent continuer à danser sur nos cadavres, et nous on veut quoi ?

→ ILS L'ONT DIT

« C'est une journée à l'initiative des syndicats, organisée par les syndicats. On sait à qui on a affaire. Je préfère avoir un million de gens dans la rue avec une manifestation syndicale, donc un truc cadré, plutôt que 100.000 Gilets jaunes qu'on ne connaît pas et qu'on ne maîtrise pas. »

Retraites etc. : les tyrans veulent continuer à danser sur nos cadavres, et nous on veut quoi ?

C'était la déclaration d'un membre du gouvernement Macron en novembre 2019. C'était à la veille des précédentes grèves contre le projet de casse des retraites voulu par Macron. À l'époque, la réforme avait été stoppée par le confinement, sur fond de mobilisations massives.

Les « journées » de grève bien cadrées, même gigantesques, font ricaner les gouvernants

Il est désormais clair pour tout le monde que les « journées » de grève bien cadrées, même gigantesques, font ricaner les gouvernants. Elles sont ponctuelles, limitées, isolées, font perdre du salaire à celles et ceux qui la font. Pour l'instant, 3 millions de grévistes intimident beaucoup moins le clan Macron que quelques centaines de milliers de Gilets Jaunes déterminés qui paralysaient les grands axes et visaient les lieux de pouvoir en 2018. Il n'y a qu'à voir les processions à Nantes ou Paris, le long de grands axes contrôlés, entourés de policiers, à l'écart des lieux de pouvoir, pour comprendre qu'il s'agit d'un spectacle et pas d'un rapport de force. D'ailleurs, en 2023 comme lors du précédent mouvement sur les retraites, les ministres de Macron n'arrêtent pas de féliciter « l'encadrement » des manifs par les syndicats et le « calme » des cortèges. Ils utilisent même l'absence d'affrontements comme un gage de « dialogue ».

Aujourd'hui, Macron joue son mandat. S'il recule sur les retraites alors qu'il vient d'être réélu, il signe une défaite majeure et se discrédite auprès de ses amis des marchés financiers. **Dos au mur, il ne lâchera rien, sauf s'il y est absolument contraint. Pour cela, seul un débordement de la jeunesse, un blocage total de l'économie, une auto-organisation par la base de type Gilets Jaunes voire une explosion émeutière peuvent y parvenir. Et probablement une conjonction de tout cela à la fois. Nous en sommes loin. Le chantier est grand, mais pas impossible tant la rage contre ce gouvernement est immense dans la population.**

(posts de Contre Attaque)

► NOTE :

si on était en démocratie, des grosses journées de grèves/manifs suffiraient à faire annuler un projet (qui sans doute serait même annulé avant), mais comme on n'est pas en démocratie, le rapport de force et le conflit sont nécessaires. Ici la grève reconductible dure des secteurs clés de l'économie, des manifs sauvages, des blocages et autres. Et quitte à faire tout ça, autant viser beaucoup plus loin que le retrait de cette contre réforme...

Un simple non-recul social est insuffisant, on ne peut pas se contenter de ça. On ne peut pas continuer le même système de société qui génère des catastrophes partout.



Retraites etc. : les tyrans veulent continuer à danser sur nos cadavres, et nous on veut quoi ?

ILS ONT COMMENCÉ A BLOQUER LE PAYS

ILS SONT EN GREVE DEPUIS LE 31 JANVIER POUR LES RETRAITES

Chez Manitou (engins de levage) à Ancenis (Loire Atlantique), les salariés sont en grève depuis le 31 janvier contre la réforme des retraites. Ils font grève deux heures par équipe chaque jour pour qu'à cause de l'argent qu'il perd, le patron fasse pression sur le gouvernement pour qu'il retire son projet de réforme



Retraites etc. : les tyrans veulent continuer à danser sur nos cadavres, et nous on veut quoi ?